

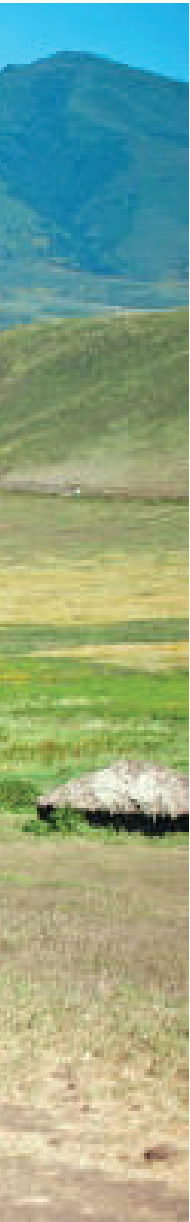


# Une Vision de la Conservation des Massai

**THE MAASAI INTERNATIONAL SOLIDARITY ALLIANCE (MISA)**

**Une vision Massai** pour l'avenir de  
la terre, du pastoralisme et de la  
coexistence avec la faune sauvage





Nous, les anciens, les femmes et les jeunes Massaï de 26 villages de cinq districts du nord de la Tanzanie (Ngorongoro, Longido, Monduli, Simanjiro et Kiteto), avons élaboré ce document en juillet 2024. Ce document reflète les points de vue, les espoirs et les attentes de plus de 520 membres des communautés représentant une diversité de contextes, de difficultés et d'opinions. Ce document est le résultat d'un processus participatif organisé par la Maasai International Solidarity Alliance (MISA) et a été approuvé par tous ses membres. Son objectif est de développer et de promouvoir une alternative au modèle de conservation-forteresse colonial, violent et capitaliste qui est imposé à notre communauté Massaï et qui conduit à l'aliénation de nos terres.

**Le but de ce document est de soutenir le dialogue, la construction d'alliances avec d'autres communautés pastorales et agropastorales et le plaidoyer international.**



# TERRE



**La terre est la vie. Nous voulons rester sur notre terre parce qu'elle est une source de nourriture, d'eau, de nos moyens de subsistance, de pâturages et de minéraux pour notre bétail, et de matériaux de construction pour nos maisons. C'est sur la terre que nous trouvons nos montagnes sacrées, nos arbres (*Oreteti, Oloilalei*), nos médicaments et que nous organisons nos cérémonies et nos rites de passage.**

**La terre est tout. La terre permet au bétail et aux personnes d'être en bonne santé, et constitue la base de notre économie. C'est sur notre terre que nous avons notre maison, que nos parents sont nés et que nous serons enterrés, et c'est là que la faune sauvage et le bétail vivent ensemble. La terre, les personnes et le bétail sont indissociables. Nous disposons de connaissances et de compétences traditionnelles pour gérer notre terre et lutter contre les espèces végétales envahissantes.**



Notre vie sur notre terre est menacée par les politiques gouvernementales, le développement du tourisme, la chasse au trophée et les philosophies et interventions actuelles en matière de conservation de la nature. Le cadre juridique actuel ne protège pas suffisamment notre droit à la terre et les décisions de justice en notre faveur ne sont pas respectées ni appliquées.



## Pour rester sur notre terre, nous avons besoin des éléments suivants:

- Pas d'expulsions ou de déplacements forcés, même sous couvert d'une relocalisation volontaire
- La suppression de toutes les restrictions d'accès aux terres de pâturage, au bois de chauffage, aux sources d'eau, aux plantes médicinales, aux sites sacrés, aux sites culturels et aux autres usages traditionnels qui sont essentiels à notre survie. Cela inclut l'accès inconditionnel au cratère du Ngorongoro, à Ormoti, Mairang'wai, Alaitole, Oldupai, Mukulat et Endoinyo Oormorwak, tel que défini par la loi.
- Le gouvernement tanzanien doit respecter les droits coutumiers des communautés, les plans d'utilisation des terres (Village Land Use Plans), les certificats de droits d'occupation communaux (Communal Rights of Occupancy, CCROs), ainsi que l'État de droit et la démocratie.
- Des changements constitutionnels pour la reconnaissance de la propriété et de la gestion des terres communautaires, du mode de vie pastoral et de nos droits à prendre des décisions et à exercer un contrôle sur notre terre. Cela implique de supprimer le pouvoir absolu de la présidence de la république sur les terres.
- Des réformes des lois et des politiques régissant la terre, la faune sauvage, les ressources naturelles, l'environnement, la conservation et l'élevage pastoral afin de créer un cadre unifié qui protège les systèmes de subsistance pastoraux durables, assure la cohérence des politiques et évite les superpositions. La réforme juridique devrait garantir la reconnaissance des terres communautaires afin de remédier aux lacunes de l'actuelle loi sur les terres villageoises (Village Land Act), qui ne protège pas nos pratiques traditionnelles d'utilisation des terres.
- La protection et la promotion efficaces de nos terres communautaires de pâturage et de nos pratiques et connaissances traditionnelles en matière d'utilisation des terres
- La restitution de toutes les terres qui nous ont été injustement prises, telles que Serengeti/Moru, Loliondo/Pololeti (ouest et sud), Taraenger/Tarangire, Alaililai le Mwasuni/Mkomazi, Mkungunero, Entim Oolturot, Mikumi, Sikirari/KIA, Manyara et les plaines de Kisongo prises par l'armée à Monduli
- Le gouvernement tanzanien doit mettre un terme à la création et à l'extension de toute aire protégée, qu'il s'agisse de parcs nationaux, de réserves de chasse, d'aires de chasse contrôlées, de zones de gestion de la faune sauvage, de corridors pour la faune sauvage ou de réserves forestières.
- L'inclusion équitable et active des femmes et leur participation significative à la gestion, au contrôle et à la prise de décision concernant les terres
- Améliorer la sensibilisation des communautés concernant les possibilités et les difficultés liées à l'établissement de titres de propriété et à la privatisation



# PASTORALISME



**Nous voulons que l'élevage pastoral reste la base de notre culture et de notre identité. Le bétail s'apparente à la terre ; sans lui, la vie cesserait d'exister. Notre bétail est une source de leadership et de respect. Il soutient notre économie grâce à la nourriture, nous fournit de quoi nous soigner et nous permet de payer les frais de scolarisation, les vêtements et d'autres coûts. Le bétail incarne notre culture à travers des pratiques telles que la réconciliation et les rites de passage, et revêt une signification spirituelle de la naissance à la mort.**



Notre pastoralisme est menacé par l'accaparement des terres pastorales, par les récits négatifs et erronés du gouvernement sur le pastoralisme et par le manque de politiques et d'investissements soutenant le pastoralisme, en particulier dans le contexte du changement climatique. Le pastoralisme est un système de subsistance viable reconnu par les instruments nationaux et internationaux (tels que la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales), mais il subit des stéréotypes négatifs et des idées fausses de la part de divers acteurs.



**Pour que le pastoralisme reste vivant, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Nos systèmes traditionnels de gestion des terres doivent être documentés, reconnus officiellement, respectés et protégés.
- Pas d'empiètement sur les terres pastorales pour d'autres utilisations telles que l'agriculture à grande échelle, les investissements, le tourisme, la chasse et les aires protégées
- Un financement adéquat et des incitations pour le développement du pastoralisme et l'investissement dans la chaîne de valeur de l'élevage, en reconnaissant la contribution du secteur pastoral au PIB
- La fourniture de services vétérinaires pour lutter contre les maladies
- Une utilisation durable des terres de pâturage et des races d'animaux d'élevage capables de faire face aux effets du changement climatique
- Un accès adéquat au marché afin de pouvoir vendre notre bétail et les produits liés à l'élevage à des prix justes sans taxation excessive
- Des normes de sécurité alimentaire adaptées au niveau local pour la vente de produits d'élevage sur le marché
- Un système d'éducation pastorale transformateur qui met l'accent sur les valeurs traditionnelles et sur nos connaissances
- Aucune recherche ne doit être menée sur nous, notre terre et notre mode de vie pastoral sans notre consentement libre, préalable et éclairé et sans notre participation réelle et significative.



# COEXISTENCE ENTRE LES HUMAINS, LE BÉTAIL ET LA FAUNE SAUVAGE



Nous avons toujours coexisté, nous coexistons et nous voulons continuer à coexister avec la faune sauvage. Nous avons des liens culturels, traditionnels, spirituels et médicinaux avec la faune sauvage. Le comportement pacifique et les connaissances des Massaï profitent aux animaux sauvages, qui se sentent en sécurité et protégés. Les différents clans massaï ont l'obligation culturelle et morale de protéger les différentes espèces sauvages.

La conservation telle qu'elle est pratiquée en Tanzanie n'a pas de dimension humaine et nous sépare de la nature. Une grande partie des aires protégées de Tanzanie ont été créées sur le territoire des Massaï parce que la faune sauvage y était et y est toujours abondante. Nous et notre bétail ne tuons ni ne mangeons les animaux sauvages, sauf en de rares occasions, lorsque nous devons protéger la vie humaine et le bétail. Nous avons abandonné les pratiques de l'Alamayio qui consistaient à tuer des lions pour le prestige





Notre coexistence avec la faune sauvage est menacée par la conservation-forteresse et la chasse au trophée. Les faux récits du gouvernement et des organisations de conservation sur la croissance démographique, la surpopulation du bétail et les conflits entre les humains et la faune sauvage sont utilisés contre notre peuple pour accaparer nos terres. Le gouvernement tanzanien accorde à tort plus d'importance à la faune sauvage qu'à la vie humaine.



### **Pour continuer à vivre en coexistence avec la faune sauvage, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Mettre fin aux politiques de conservation fondées sur la philosophie de la séparation de l'être humain et de la nature
- La reconnaissance, la documentation et la compréhension de la relation mutuelle des Massaï avec la nature et de l'importance de notre coexistence avec la faune sauvage
- La gestion des terres et des ressources naturelles, y compris la faune sauvage, doit être confiée aux communautés locales.
- La chasse au trophée doit être abolie car elle rend les animaux agressifs et effraie nos éleveurs pastoraux et notre bétail.
- Si une indemnisation est prévue pour le bétail tué par des animaux sauvages, le processus d'indemnisation doit être simple et se faire en nature.
- L'indemnisation pour les cas de personnes tuées par des animaux sauvages doit être adéquate et facile à réclamer, et l'accès aux soins médicaux pour les personnes blessées par des animaux sauvages doit être rapide et pris en charge par l'État.
- Mettre fin à la criminalisation des membres de nos communautés, notamment lorsque notre bétail pénètre dans des aires protégées ou des zones de chasse, ou lorsque nous sommes accusés à tort d'avoir tué des animaux sauvages
- Mettre fin à la militarisation de la conservation et à l'utilisation de la violence dans la création et la gestion des zones de conservation



# CULTURE



**La culture nous unit et façonne notre relation avec le bétail, avec la terre et entre nous. Nous voulons protéger et perpétuer les dimensions suivantes de notre culture:**

- Le système des groupes d'âge et des clans
- Le respect
- L'élevage, élément clé de notre identité
- Les modes traditionnels d'utilisation des terres communautaires
- Les rites de passage
- Les sites et arbres traditionnels et rituels
- Les connaissances médicales et les lieux associés
- Les styles et codes vestimentaires
- La langue maa, gardienne de notre savoir et de notre identité
- Le choix du nom de nos enfants
- Les chefs traditionnels et l'assemblée de la communauté (*Orkiama*)
- Le mécanisme traditionnel de règlement des différends, y compris *Iloikop*
- Les rôles des chefs des rituels (*Laibon*)
- Les habitudes alimentaires des Massai, en particulier pour Irmoran (les jeunes guerriers Morans ne mangent pas seuls afin d'assurer le partage de la nourriture avec les plus pauvres).
- Le partage de la nourriture, la solidarité et la redistribution entre les familles des ressources issues de l'élevage
- La prière (*Alamal*), les rituels des femmes et des jeunes



Notre culture massaï est menacée par les stéréotypes négatifs concernant les éleveurs pastoraux, l'expansion de l'industrie du tourisme, l'assimilation avec la population bantoue et les impacts combinés de la religion et de l'éducation formelle sur nos pratiques culturelles.



**Pour que notre culture continue à s'épanouir, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Le gouvernement tanzanien doit cesser de proférer des discours de haine à l'encontre des éleveurs pastoraux et protéger les utilisations coutumières de nos terres.
- Le gouvernement doit mettre fin à la discrimination systémique, violente et structurelle et à la déshumanisation du peuple et de la culture massaï.
- La fin de l'appropriation et de l'utilisation abusives de notre culture par d'autres personnes et par le gouvernement, y compris par le biais de festivals massaï qui prétendent impliquer les Massaï
- Création d'une université et d'écoles Maa proposant des programmes culturellement adaptés et pertinents



---

# SANTÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ



Nous n'avons pas accès à des services de santé, d'éducation et autres services sociaux abordables et de qualité dans nos régions en raison d'une discrimination systémique et d'un désinvestissement intentionnel. Dans la division de Ngorongoro, les établissements de santé sont paralysés depuis trois ans et le Flying Medical Service qui fournit une aide d'urgence a été immobilisé dans le but de rendre notre vie insupportable et de contraindre notre communauté à quitter nos terres ancestrales.

La perte de terres de pâturage et l'accès limité aux salines, combinés aux effets du changement climatique, ont entraîné une augmentation des niveaux de faim et de malnutrition, en raison de la réduction de la productivité du bétail et d'épisodes de mortalité du bétail. L'interdiction des cultures, les prix élevés des denrées alimentaires en raison des frais d'entrée et un environnement commercial handicapant et injuste font que l'insécurité alimentaire est particulièrement répandue dans la division de Ngorongoro.

Nous sommes confrontés à une pauvreté structurelle dans notre communauté en raison de la marginalisation systémique, de la destruction intentionnelle de nos moyens de subsistance par l'État et de l'exclusion des possibilités d'emploi, ce qui aggrave les inégalités existantes au sein de nos communautés. Des milliers de nos animaux d'élevage ont été saisis et confisqués par le gouvernement tanzanien et continuent de l'être, ce qui aggrave la pauvreté. Beaucoup de nos jeunes partent à la recherche d'un avenir meilleur dans différentes villes d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale.



**Pour surmonter ces difficultés, nous avons besoin des éléments suivants:**

- La sécurité des droits fonciers sur les terres communautaires
- Empêcher tout empiètement sur les zones de pâturage
- Mettre fin à la confiscation et à la vente aux enchères de notre bétail
- L'accès à des services de santé adéquats et locaux à un coût abordable
- Permettre au Flying Medical Service de fonctionner afin qu'il puisse continuer à sauver des vies (en particulier celles des femmes enceintes et des enfants), à mettre en œuvre ses programmes de vaccination et à intervenir en cas d'urgence
- La mutualisation des ressources économiques et des programmes de microcrédit pour soutenir la génération de revenus et les fonds sociaux pour les familles pauvres, et la promotion d'activités d'autonomisation économique pour les femmes
- La diversification des activités économiques et la création d'emplois décents
- Des programmes de repeuplement du bétail donnant la priorité aux familles pauvres
- L'égalité d'accès aux ressources pour les jeunes



# ÉDUCATION



Nous sommes confrontés à de graves difficultés pour exercer notre droit à l'éducation. Les écoles publiques manquent d'enseignants qualifiés et en nombre suffisant, d'installations adéquates et sont trop éloignées de nos maisons, ce qui réduit l'accès à l'éducation et entraîne des abandons scolaires, en particulier pendant la saison des pluies. Les familles pauvres n'ont pas les ressources financières nécessaires pour payer les frais de scolarité et les autres coûts liés à l'école. Nous voulons envoyer nos enfants à l'école pour qu'ils puissent devenir avocats et défendre les terres de notre communauté.



### **Pour que nos enfants aient accès à une éducation de qualité, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Un système d'éducation pastoral et transformateur, qui met l'accent sur les valeurs traditionnelles et les connaissances autochtones
- Des infrastructures éducatives locales et appropriées et des transports adaptés
- Une école mobile/satellite suivant les mouvements du bétail, la formation et l'embauche d'enseignants locaux issus de la communauté et un programme d'études adéquat reflétant notre mode de vie
- La prise en charge intégrale par l'État des frais liés à la scolarité, en particulier pour les familles pauvres
- Une sensibilisation accrue à l'importance de l'éducation des filles et la mise en place d'installations adéquates pour protéger les jeunes filles
- Le renforcement du dialogue entre les parents et les enseignants pour résoudre le problème de l'abandon scolaire
- Utiliser et enseigner la langue Maa dans les premières années de l'école primaire afin de transmettre les connaissances traditionnelles
- Encourager les organisations de la société civile (OSC) travaillant avec les Massaï à utiliser et à promouvoir la langue Maa
- Utiliser et soutenir les médias Maa comme moyen de promouvoir la culture Massaï, utiliser et soutenir la langue Maa, les connaissances traditionnelles Maa et les liens entre les Massaï et la nature et le pastoralisme
- Le gouvernement tanzanien doit assurer le fonctionnement et l'entretien adéquats des écoles de Ngorongoro



# ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES et DROITS DES FEMMES



Nous faisons face à des inégalités sociales entre les hommes et les femmes dans notre communauté. Il est encourageant qu'un certain nombre de femmes occupent des postes de direction, s'expriment dans les réunions communautaires et participent à la prise de décision. Nous apprécions la contribution significative des femmes au bien-être économique et social de la famille et de la communauté. Les femmes sont en première ligne dans la lutte de notre communauté pour nos terres.





**Pour continuer à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits des femmes, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Parité femmes-hommes et participation effective des femmes et des jeunes au conseil de village et à tous les organes de décision concernés
- Accorder la même considération aux garçons et aux filles
- Promouvoir l'égalité économique
- Encourager les programmes de microfinance, d'entrepreneuriat et d'autonomie pour les jeunes
- Mettre fin aux violences et au harcèlement sexistes et sexuels qui compromettent la participation des femmes
- Égalité de traitement et d'accès aux ressources pour les différentes épouses dans les familles polygames
- Des plateformes de discussion pour les femmes où elles peuvent s'exprimer, partager leurs difficultés et développer leur confiance en elles
- Modifier le système constitutionnel et juridique tanzanien pour permettre aux femmes de présenter une candidature indépendante sans avoir recours au système des partis politiques, traditionnellement dominé par les hommes.
- Droit égal à la propriété et à l'héritage des biens familiaux

---

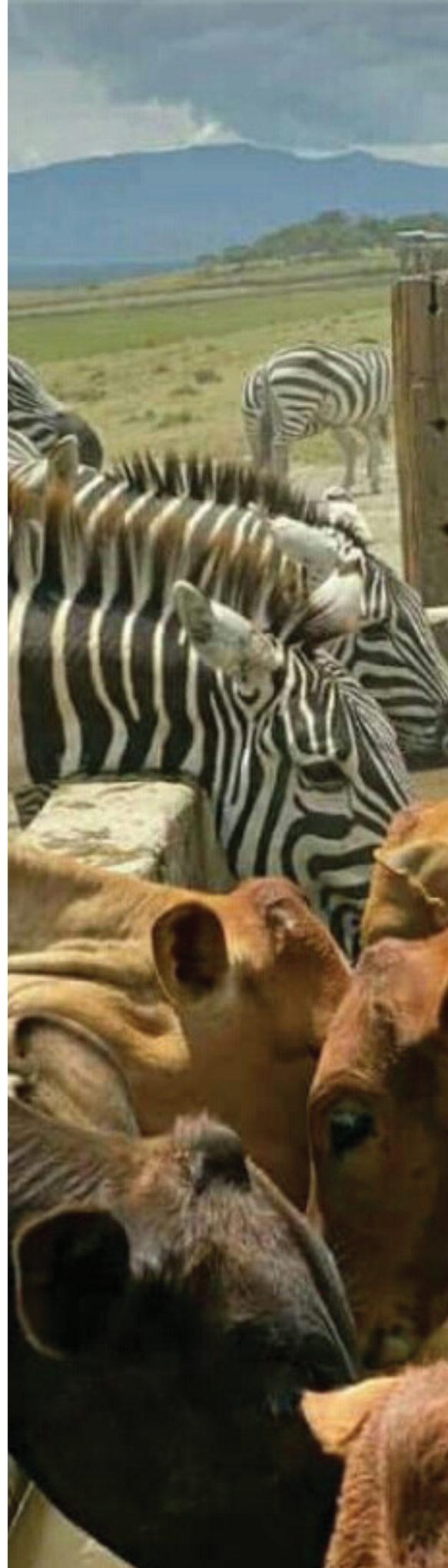
# PAS DE CHASSE AU TROPHÉE



Nous pensons que la chasse au trophée est inhumaine, immorale, barbare et contraire à la culture massai. La chasse au trophée crée une ségrégation et une distinction raciste entre les riches (« chasseurs de trophées ») et les pauvres (« braconniers »). Elle conduit à l'appauvrissement de la faune sauvage, ce qui a un impact négatif sur le tourisme photographique. La chasse au trophée facilite indirectement le braconnage et le trafic d'espèces sauvages. Pourquoi les animaux devraient-ils mourir pour les loisirs des humains ?

Nous voulons que toutes les formes de chasse au trophée cessent.

La chasse au trophée n'est pas compatible avec le pastoralisme ni avec la conservation de la biodiversité, et conduit à l'aliénation des terres et à l'expulsion des communautés pastorales.



# TOURISME ÉQUITABLE



Nous n'avons rien contre l'industrie du tourisme et les touristes en principe, à condition que le tourisme respecte notre mode de vie. Le tourisme doit respecter notre culture, notre pastoralisme, notre spiritualité, notre environnement et nos droits humains, et ne doit pas entraîner la dépossession des terres. La promotion massive du tourisme par le gouvernement tanzanien menace notre accès aux zones sacrées, aux pâturages, à l'eau et au bois de chauffage. Des ressources naturelles essentielles sont détournées de nos communautés pour satisfaire les besoins de l'industrie du tourisme au détriment de notre peuple.



**Pour que le tourisme profite à nos communautés et respecte l'environnement, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Notre communauté doit pouvoir gérer des activités touristiques telles que des zones de camping sur nos terres communautaires.
- Le consentement de la communauté et des droits de propriété intellectuelle et de copyright sur les photos, les tissus et les objets culturels massai
- Mettre fin à toute forme de tourisme qui entraîne des restrictions des activités pastorales et interfère avec notre accès aux ressources naturelles essentielles telles que le bois de chauffage, l'eau et d'autres utilisations traditionnelles des terres.
- L'obtention de notre Consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) avant tout développement d'infrastructures touristiques sur nos terres communautaires
- L'arrêt de toute forme de tourisme photographique qui conduit à la détérioration et au détournement de notre culture
- Fournir des emplois décents et donner la priorité aux communautés locales
- Les droits d'entrée des touristes doivent aller directement dans les caisses de la communauté
- Un nombre contrôlé et soutenable de touristes et d'hôtels dans notre région
- Accès équitable et partage obligatoire des bénéfices tirés du tourisme sur nos terres, notamment par le biais de réformes juridiques



# CREDITS CARBONE



Nous constatons le développement rapide du commerce de crédits carbone et avons reçu des informations et des formations contradictoires et insuffisantes sur les opportunités, les difficultés et les menaces associés aux initiatives de crédit carbone. Nous constatons avec inquiétude que ce commerce conduit différentes communautés à signer des contrats sans la pleine considération et participation des habitants des villages et des personnes susceptibles d'être affectées. Nous constatons également que les informations sur les crédits carbone sont concentrées entre les mains de quelques-uns, ce qui limite les discussions et les prises de décision collectives. Nous craignons que les crédits carbone ne deviennent une autre forme d'accaparement des terres, s'ajoutant à la multiplication actuelle des zones de conservation, des corridors pour la faune sauvage, des réserves de chasse, d'aires de chasse contrôlées, de blocs de chasse et des réserves forestières. Nous pensons que la compensation carbone ne doit pas se substituer à la réduction des émissions de carbone dans les pays du Nord.



**Afin de s'assurer que les crédits carbone n'ont pas d'impact négatif sur nous, nous avons besoin des éléments suivants:**

- Veiller à ce que les projets de crédits carbone n'interfèrent ni ne compromettent d'aucune manière le pastoralisme, l'accès aux ressources naturelles (telles que l'eau, les zones de pâturage, le bois de chauffage), l'accès aux sites sacrés, nos connaissances traditionnelles et nos pratiques d'utilisation des terres
- Veiller à ce que les projets de crédits carbone garantissent et protègent pleinement la sécurité de nos droits fonciers
- Suspendre la promotion, la négociation et la signature de tout contrat de crédits carbone jusqu'à ce que a) le manque de connaissances sur les questions liées au carbone ait été comblé, b) les communautés locales disposent de suffisamment de temps pour mener des discussions appropriées et des consultations informées, et c) après qu'aient eu lieu les élections locales et générales pour éviter l'influence de la politique et de la corruption.
- Le Consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) doit être garanti à toutes les étapes, de l'identification du projet à sa formulation, sa mise en œuvre et sa clôture. Le CLIP doit être obtenu avant la conclusion de tout contrat de crédits carbone. À cette fin:
  - Aucun accord sur le carbone ne devrait être conclu sans la pleine participation de tous les membres de la communauté et des assemblées générales des villages concernés.
  - Des informations neutres, transparentes et indépendantes doivent être fournies pour permettre à nos communautés d'évaluer les avantages et les inconvénients des contrats proposés. Cela implique une formation adéquate, une bonne communication et des conseils juridiques indépendants et crédibles pour tous les membres de la communauté, en particulier les femmes et les jeunes.
  - Les contrats, les flux financiers, les mécanismes de plainte, les rôles et les responsabilités des parties et des personnes impliquées doivent être clairs et transparents.
  - Des mécanismes indépendants, accessibles et culturellement appropriés de suivi, de retour d'information, de réclamation, d'appel et de recours devraient être mutuellement convenus avec la communauté, y compris par le biais de ses assemblées de village, et ne doivent pas impliquer d'acteurs politiques.
  - Les promoteurs de projets de crédits carbone doivent fournir des dispositifs détaillés de partage des bénéfices et mettre en place des garanties environnementales et sociales pour s'assurer que les projets n'affectent pas le système pastoral d'utilisation des terres, la culture des communautés et les pratiques traditionnelles d'utilisation des terres. Ils doivent divulguer toutes les informations pertinentes sur l'acheteur des crédits carbone afin de garantir la responsabilisation

## **The Maasai International Solidarity Alliance (MISA)**

L'Alliance internationale de solidarité avec les Massaï (MISA) est une alliance internationale solidaire des Massaï du nord de la Tanzanie. Elle rassemble des organisations confessionnelles internationales, des organisations de défense des humains, des organisations internationales humanitaires et d'aide au développement, ainsi que des organisations locales, des militants individuels, des chercheurs ainsi que des avocats représentant les Massaï dans plusieurs affaires liées aux droits territoriaux. Notre alliance comprend, entre autres, le réseau Africa Europe Faith Justice Network (AEFJN), Agrecol Association for AgriCulture & Ecology, Coalition of European Lobbies for Eastern African Pastoralism (CELEP), Center for Agroecology, Water and Resilience (CAWR) at Coventry University (UK), CIDSE Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (International), Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation (IMPACT), FIAN International, FINAL GOVERNANCE, KOO - *Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz* (Bureau de coordination de la Conférence épiscopale autrichienne), *Gesellschaft für bedrohte Völker* (Société pour les peuples menacés), Misereor, PINGO's Forum (Pastoralists Indigenous Non-Governmental Organisations), PWC (Pastoral Women's Council), TEST (Traditional Ecosystems Survival Tanzania), UCRT (Ujamaa Community Resource Team) et Welthaus Graz. Notre principal objectif est de mettre fin aux violations des droits humains auxquelles sont confrontés les Massaï du nord de la Tanzanie.

**Contact information:** [maasaiinternationalsolidarity@gmail.com](mailto:maasaiinternationalsolidarity@gmail.com)



**THE MAASAI INTERNATIONAL  
SOLIDARITY ALLIANCE (MISA)**

